

Art. 23. In afwijking van § 1 en 2 van artikel 42 van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het kleuter- en het gewoon lager onderwijs en tot wijziging van de onderwijsreglementering, wordt de begeleiding, voor het begin van het schooljaar 2020-2021, berekend tussen 1 september en 30 september, op voorwaarde dat de in aanmerking genomen kleuterleerlingen voldoen aan de in § 1 gestelde voorwaarden.

Ongeacht de teldatum die in de maand september in aanmerking wordt genomen, zal een eventuele aanpassing van de datum van 1 oktober plaatsvinden.

HOOFDSTUK IX. – Slotbepaling

Art. 24. Dit decreet treedt in werking op 1 september 2020.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 9 juli 2020.

De Minister-President,

P.-Y. JEHOLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke kansen en het toezicht op « Wallonie-Bruxelles Enseignement »,

Fr. DAERDEN

De Vice-Presidente en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,

B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire ziekenhuizen, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en Promotie van Brussel,

V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,

C. DESIR

—
Nota

(1) Zitting 2019-2020

Stukken van het Parlement. - Voorstel tot decreet, nr. 103-1. - Commissieamendement(s), nr.103/2 - Tekst aangenomen tijdens de commissie, nr. 103-3 - Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 103-4.

Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. - Vergadering van 8 juli 2020.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2020/42348]

9 JUILLET 2020. — Décret portant confirmation de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 janvier 2020 déterminant le référentiel des compétences initiales et prévoyant une procédure de dérogation au référentiel des compétences initiales conformément à l'article 1.4.4-1, § 1^{er}, du code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

CHAPITRE I^{er}. — Confirmation de l'arrêté du Gouvernement du 23 janvier 2020 déterminant le référentiel des compétences initiales

Article 1^{er}. § 1^{er}. L'arrêté du Gouvernement du 23 janvier 2020 déterminant le référentiel des compétences initiales, repris en annexe du présent décret, est confirmé, conformément à l'article 1.4.4-1, § 1^{er}, alinéa 2, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, sous réserve du remplacement de l'annexe mentionnée au paragraphe 2.

§ 2. L'annexe à l'arrêté du Gouvernement du 23 janvier 2020 déterminant le référentiel des compétences initiales est remplacée par l'annexe jointe au présent décret.

CHAPITRE II. – Procédure de dérogation au référentiel des compétences initiales

Art. 2. Tout pouvoir organisateur et toute fédération de pouvoirs organisateurs peut introduire une demande de dérogation au référentiel des compétences initiales visé à l'article 1.4.4-1. - § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire aux conditions et selon la procédure définie aux articles suivants.

Art. 3. Aucune dérogation ne peut avoir pour effet de porter atteinte à la cohérence du système éducatif, tel qu'il résulte de la mise en œuvre des principes constitutionnels en matière d'enseignement. Elle ne peut notamment avoir pour effet de porter atteinte à la qualité de l'enseignement, au contenu de base ou à l'équivalence des diplômes et certificats, ou encore de restreindre la liberté des parents de changer leur enfant d'école l'année scolaire suivante.

Aucune dérogation ne peut être accordée à un pouvoir organisateur ou à une fédération de pouvoirs organisateurs dont le projet n'aurait pas pour effet de garantir les droits et libertés consacrés dans la Constitution, la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, ainsi que la Convention relative aux droits de l'enfant.

Art. 4. § 1^{er}. Dans la demande de dérogation, le pouvoir organisateur ou la fédération de pouvoirs organisateurs :

1° indique les contenus et les attendus déclinés dans le référentiel des compétences initiales dont il estime le caractère trop contraignant pour lui laisser une latitude suffisante pour mettre en œuvre son propre projet pédagogique, en motivant les raisons pour lesquelles ces contenus et attendus restreignent cette mise en œuvre;

2° décrit les contenus et les attendus alternatifs qu'il entend mettre en œuvre;

3° justifie comment le remplacement qu'il opère respecte les conditions énoncées à l'article 3.

§ 2. La demande de dérogation précise les références exactes des suppressions et des insertions demandées. Une copie du projet pédagogique est jointe à la demande. Sous peine d'être irrecevables, la demande de dérogation et ses annexes sont introduites, par envoi recommandé, auprès du Gouvernement, au plus tard six mois avant le début de l'année scolaire à partir de laquelle elle doit entrer en vigueur.

§ 3. Par dérogation au paragraphe 2, pour l'année scolaire 2020-2021, les demandes de dérogation sont introduites par recommandé, auprès du Gouvernement, au plus tard pour le 10 juillet 2020.

Art. 5. § 1^{er}. Il est créé une Commission chargée de donner un avis au Gouvernement sur les demandes de dérogation.

La Commission, présidée par l'Administrateur général de l'Administration Générale de l'Enseignement ou son délégué, est composée comme suit :

1° un fonctionnaire général de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif ou son délégué désignés par le Gouvernement;

2° trois membres du Service général de l'Inspection, à raison de deux pour le niveau maternel, et d'un pour le niveau primaire, désignés par le Gouvernement, sur proposition de l'Inspecteur général coordonnateur;

3° deux membres de la Direction générale du pilotage du système éducatif, désignés par le Gouvernement;

4° le président et le vice-président du Conseil général de l'enseignement fondamental ou leur délégué respectif, sauf si l'un de ceux-ci est déjà membre de la commission à un autre titre auquel cas ledit Conseil général désigne un autre de ses membres;

5° trois experts universitaires ou de Hautes Ecoles en pédagogie désignés par le Gouvernement sur proposition de l'ARES;

6° un représentant du Ministre de l'Education, siégeant avec voix consultative.

Le Gouvernement désigne un membre suppléant pour chacun des membres visés à l'alinéa 2, 2°, 3°, 5° et 6°.

Le mandat des membres de la commission est d'une durée de quatre ans, renouvelable.

Le mandat des membres de la commission est gratuit. Les membres visés à l'alinéa 2, 5°, sont remboursés de leurs frais de déplacement selon les modalités applicables aux agents des Services du Gouvernement.

La commission est convoquée par le président. La convocation contient l'ordre du jour.

La commission ne peut délibérer valablement que si la moitié de ses membres est présente. Si ce quorum n'est pas atteint, la commission peut, après une deuxième convocation, délibérer valablement sur le même ordre du jour, quel que soit le nombre de membres présents. En cas de parité des voix, la voix du président est prépondérante.

Pour ce qui concerne les autres modalités de fonctionnement, la commission fixe son règlement d'ordre intérieur qui est soumis pour approbation au Gouvernement, dans un délai de trois mois à partir de la première réunion de ladite commission.

§ 2. Dès réception de la demande de dérogation, le Gouvernement la transmet, avec ses annexes, à la commission.

Dans un délai de deux mois commençant à courir à compter de la transmission de la demande de dérogation, avec ses annexes, par le Gouvernement à la commission, celle-ci transmet au Gouvernement un avis motivé sur :

1° le caractère nécessaire du remplacement des contenus et attendus eu égard à la mise en œuvre du projet pédagogique du pouvoir organisateur ou la fédération de pouvoirs organisateurs;

2° le respect de l'article 3.

Ce délai est suspendu du 1^{er} juillet au 31 août.

Le Gouvernement transmet l'avis de la commission au pouvoir organisateur ou à la fédération de pouvoirs organisateurs concerné par envoi recommandé dans les 15 jours calendrier de la réception de l'avis. Le pouvoir organisateur ou la fédération de pouvoirs organisateurs dispose d'un délai d'un mois à dater de la réception de l'avis de la commission pour faire valoir ses observations.

Lorsque le pouvoir organisateur ou la fédération de pouvoirs organisateurs n'a pas notifié ses observations dans les délais requis, la procédure est poursuivie sans qu'il soit tenu compte des observations tardives.

§ 3. Par dérogation au paragraphe 2, pour l'année scolaire 2020-2021, la commission doit rendre son avis motivé au Gouvernement dans un délai de 20 jours calendrier commençant à courir à compter de la transmission de la demande de dérogation, avec ses annexes, par le Gouvernement à la commission.

Ce délai n'est pas suspendu entre le 1^{er} juillet et 31 août.

Le Gouvernement transmet l'avis de la commission au pouvoir organisateur ou à la fédération de pouvoirs organisateurs concerné par envoi recommandé dans les 5 jours calendrier de la réception de l'avis. Le pouvoir organisateur ou la fédération de pouvoirs organisateurs dispose d'un délai de 15 jours calendrier à dater de la réception de l'avis de la commission pour faire valoir ses observations.

Lorsque le pouvoir organisateur ou la fédération de pouvoirs organisateurs n'a pas notifié ses observations dans les délais requis, la procédure est poursuivie sans qu'il soit tenu compte des observations tardives.

Art. 6. §1^{er}. Au terme de la procédure visée à l'article 5, le Gouvernement prend une décision motivée sur la demande de dérogation, dans un délai d'un mois à partir de la réception des observations du pouvoir organisateur ou de la fédération de pouvoirs organisateurs. Si une dérogation est accordée, en tout ou en partie, le Gouvernement la soumet à la confirmation du Parlement.

Par dérogation à l'alinéa précédent, pour l'année scolaire 2020-2021, le Gouvernement prend une décision pour le 31 août 2020 au plus tard.

§ 2. Si la dérogation est confirmée par le Parlement, elle est immédiatement communiquée à la commission des référentiels et des programmes du tronc commun visée à l'article 1.6.2.2, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire. Le pouvoir organisateur ou la fédération de pouvoirs organisateurs communique à la commission des référentiels et des programmes du tronc commun le programme qu'il veut appliquer en fonction des dérogations obtenues.

CHAPITRE III. – Disposition finale

Art. 7. Le chapitre Ier du présent décret entre en vigueur le 1^{er} septembre 2020.

Le chapitre II du présent décret entre en vigueur au jour de son adoption.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 9 juillet 2020.

Le Ministre-Président,

P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique,
de l'Égalité des chances et de la tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,

F. DAERDEN

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,

B. LINARD

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires,
de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,

V. GLATIGNY

La Ministre de l'Éducation,

C. DESIR

—————
Note

(1) Session 2019-2020

Documents du Parlement. – Projet de décret, n° 91-1. – Amendement(s) en commission, n° 91-2 – Rapport de commission, n° 91-3 – Texte adopté en commission, n° 91-4 – Texte adopté en séance plénière, n° 91-5.

Compte rendu intégral. – Discussion et adoption. – Séance du 08 juillet 2020.

Concernant l'article 1^{er}, § 1^{er} et 2 voir le lien ci-dessous :

https://www.gallilex.cfwb.be/document/pdf/47575_000.pdf

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2020/42348]

9 JULI 2020. — Decreet tot bevestiging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 januari 2020 tot vaststelling van het referentiesysteem van de initiële competenties en tot voorziening van een afwijkingsprocedure van het referentiesysteem van de initiële competenties overeenkomstig artikel 1.4.4-1, § 1, van het wetboek voor het basis- en secundair onderwijs

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK. I – Bevestiging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 januari 2020 tot vaststelling van het referentiesysteem van de initiële competenties

Artikel 1. § 1. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 januari 2020 tot vaststelling van het referentiesysteem van de initiële competenties, opgenomen in bijlage bij dit decreet, wordt bevestigd, overeenkomstig artikel 1.4.4-1, § 1, tweede lid, van het wetboek voor het basis- en secundair onderwijs, onder voorbehoud van de vervanging van de bijlage vermeld in paragraaf 2.

§ 2. De bijlage bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 januari 2020 tot vaststelling van het referentiesysteem van de initiële competenties wordt vervangen door de bijlage gevoegd bij dit decreet.

HOOFDSTUK II. – Procedure voor de afwijking van het referentiesysteem van de initiële competenties

Art. 2. Elke inrichtende macht en elke federatie van inrichtende machten kan een aanvraag om afwijking indienen van het referentiesysteem van de initiële competenties bedoeld in artikel 1.4.4-1. - § 1, eerste lid, van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs onder de voorwaarden en volgens de procedure bepaald in de volgende artikelen.

Art. 3. Geen enkele afwijking mag tot gevolg hebben dat de samenhang van het onderwijssysteem benadeeld wordt, aangezien dit het gevolg is van de uitvoering van de grondwettelijke beginselen op het gebied van het onderwijs. Ze kan met name niet tot gevolg hebben dat de kwaliteit van het onderwijs, de basisinhoud of de gelijkwaardigheid van diploma's en getuigschriften in het gedrang komt, of zelfs dat de vrijheid van de ouders wordt beperkt om hun kind het daaropvolgende schooljaar van school te veranderen.

Geen enkele afwijking mag toegekend worden aan een inrichtende macht of aan een federatie van inrichtende machten waarvan het ontwerp niet tot gevolg zou hebben dat de rechten en vrijheden in de Grondwet, het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden en het Verdrag inzake de rechten van het kind worden gegarandeerd.

Art. 4. § 1. In de aanvraag om afwijking :

1° geeft de inrichtende macht of de federatie van inrichtende machten de inhoud en de verwachtingen aan die worden uitgedrukt in het referentiesysteem van de initiële competenties die hij te beperkend acht om het voldoende ruimte te geven om zijn eigen pedagogische project uit te voeren, met vermelding van de redenen waarom deze inhoud en verwachtingen deze uitvoering beperken;

2° beschrijft de inrichtende macht of de federatie van inrichtende machten de alternatieve inhoud en verwachtingen die hij van plan is uit te voeren;

3° rechtvaardigt de inrichtende macht of de federatie van inrichtende machten hoe de vervanging aan de voorwaarden bedoeld in artikel 3 voldoet.

§ 2. De aanvraag om afwijking specificeert de juiste referenties van de gevraagde verwijderingen en invoegingen. Een afschrift van het pedagogische project is bij de aanvraag gevoegd. Op straffe van niet-ontvankelijkheid wordt de aanvraag om afwijking en de bijlagen daarvan uiterlijk zes maanden voor het begin van het schooljaar waarin het in werking moet treden, per aangetekende brief, bij de regering ingediend.

§ 3. In afwijking van paragraaf 2, voor het schooljaar 2020-2021, worden de aanvragen om afwijking per aangetekende brief, uiterlijk op 10 juli 2020 bij de Regering ingediend.

Art. 5. § 1. Er wordt een Commissie opgericht die belast is met het uitbrengen van een advies aan de Regering over de aanvragen om afwijking.

De Commissie voorgezeten door Administrateur-generaal van de Algemene Administratie Onderwijs of zijn afgevaardigde, is samengesteld als volgt :

1° een ambtenaar-generaal van de Algemene Directie voor de sturing van het opvoedingssysteem of zijn afgevaardigde aangesteld door de Regering;

2° drie leden van de Algemene Inspectiedienst, naar rata van twee voor het kleuterniveau, en één voor het lager niveau, aangesteld door de Regering, op het voorstel van de Inspecteur-generaal-coördinator;

3° twee leden van de Algemene Directie voor de sturing van het opvoedingssysteem, aangesteld door de Regering;

4° de voorzitter en de vice-voorzitter van de Algemene Raad van het basisonderwijs of hun respectieve afgevaardigde, tenzij één van hen al lid is van de commissie in een andere hoedanigheid, in welk geval de genoemde Algemene Raad een andere van zijn leden benoemt;

5° drie deskundigen van universiteiten of hogescholen in pedagogie aangesteld door de Regering op voorstel van de ARES;

6° een vertegenwoordiger van de Minister van Onderwijs die zetelt met raadgevende stem.

De Regering stelt een plaatsvervangend lid aan voor elk lid bedoeld in het tweede lid , 2°, 3°, 5° en 6°.

Het mandaat van de leden van de Commissie duurt vier jaar en is hernieuwbaar.

Het mandaat van de leden van de commissie is kosteloos. De leden bedoeld in het tweede lid, 5°, krijgen een terugbetaling van hun vervoerkosten volgens de nadere regels die van toepassing zijn op de ambtenaren van de diensten van de Regering.

De Commissie wordt bijeengeroepen door de voorzitter. De bijeenroeping omvat de agenda.

De Commissie kan slechts geldig beraadslagen indien de helft van haar leden aanwezig is. Indien dit quorum niet bereikt wordt, kan de commissie, na een tweede oproeping, geldig beraadslagen over dezelfde agenda, ongeacht het aantal aanwezige leden. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

Wat de andere werkwijzen betreft, stelt de commissie haar huishoudelijk reglement vast dat ter goedkeuring aan de Regering wordt voorgelegd binnen drie maanden na de eerste vergadering van die commissie.

§ 2. Bij ontvangst van de aanvraag om afwijking bezorgt de Regering haar met de bijlagen ervan aan de Commissie.

Binnen twee maanden na de datum van de verzending van de aanvraag om afwijking, met de bijlagen, door de Regering aan de commissie, zendt deze de Regering een met redenen omkleed advies toe over:

1° de noodzaak om de inhoud en de verwachtingen te vervangen met het oog op de uitvoering van het pedagogische project van de inrichtende macht of de federatie van inrichtende machten;

2° de naleving van artikel 3.

Deze termijn wordt tussen 1 juli en 31 augustus geschorst.

De Regering zendt het advies van de commissie binnen 15 kalenderdagen na ontvangst van het advies, per aangetekende brief, aan de inrichtende macht of aan de federatie van inrichtende machten. De inrichtende macht of de federatie van inrichtende machten heeft een maand na ontvangst van het advies van de commissie om haar opmerkingen te doen gelden.

Wanneer de inrichtende macht of de federatie van inrichtende machten haar opmerkingen niet binnen de vereiste termijnen heeft meegedeeld, wordt de procedure voortgezet zonder rekening te houden met laattijdige opmerkingen.

§ 3. In afwijking van paragraaf 2, voor het schooljaar 2020-2021, moet de commissie een met redenen omkleed advies aan de Regering uitbrengen en dit, binnen een termijn van 20 kalenderdagen na de verzending van de aanvraag om afwijking, met de bijlagen ervan, door de Regering aan de Commissie.

Deze termijn wordt niet tussen 1 juli en 31 augustus geschorst.

De Regering zendt het advies van de commissie binnen 5 kalenderdagen na ontvangst van het advies, per aangetekende brief, aan de inrichtende macht of de federatie van de inrichtende machten. De inrichtende macht of de federatie van inrichtende machten heeft een termijn van 15 kalenderdagen vanaf de ontvangst van het advies van de commissie om haar opmerkingen te doen gelden.

Wanneer de inrichtende macht of de federatie van inrichtende machte haar opmerkingen niet binnen de vereiste termijnen heeft meegedeeld, wordt de procedure voortgezet zonder rekening te houden met laattijdige opmerkingen.

Art. 6. § 1. Na de procédure bedoeld in artikel 5 neemt de Regering een met redenen omklede beslissing over de aanvraag om afwijking, binnen een termijn van één maand na de ontvangst van de opmerkingen van de inrichtende macht of de federatie van inrichtende machten. Indien een afwijking wordt toegekend, geheel of gedeeltelijk, legt de Regering haar ter bevestiging van het Parlement voor.

In afwijking van het vorige lid, voor het schooljaar 2020-2021, neemt de Regering een beslissing ten laatste voor 31 augustus 2020.

§ 2. Als de afwijking door het Parlement bevestigd wordt, wordt ze onmiddellijk meegedeeld aan de commissie voor referentiesystemen en programma's van de gemeenschappelijke kern bedoeld in artikel 1.6.2.2, van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs. De inrichtende macht of de federatie van inrichtende machten deelt aan de commissie voor referentiesystemen en programma's van de gemeenschappelijke kern het programma mee dat ze wil toepassen in functie van de verkregen afwijkingen.

HOOFDSTUK III. – Slotbepaling

Art. 7. Hoofdstuk I van dit decreet treedt in werking op 1 september 2020.

Hoofdstuk II van dit decreet treedt in werking de dag waarop het aangenomen wordt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 9 juli 2020.

De Minister-President,

P.-Y. JEHOLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke kansen en het toezicht op « Wallonie-
Bruxelles Enseignement »,

F. DAERDEN

De Vice-Présidente en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,

B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, universitaire ziekenhuizen, Hulpverlening aan
de jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en Promotie van Brussel,

V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,

C. DESIR

—
Nota

Zitting 2019-2020

Stukken van het Parlement. – Ontwerp van decreet, nr. 91-1. – Commissieamendement(en), nr. 91-2 –
Commissieverslag, nr. 91-3 – Tekst aangenomen tijdens de commissie, nr. 91-4 – Tekst aangenomen tijdens de plenaire
vergadering, nr. 91-5.

Integraal verslag. – Bespreking en aanneming. – Zitting van 8 juli 2020.

Wat betreft artikel 1, § 1 et 2, zie :

https://www.galilex.cfwb.be/document/pdf/47575_000.pdf

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2020/42369]

16 JUILLET 2020. — Décret modifiant l'article 47/15 du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé et insérant un article 47/15bis en vue de prendre des mesures relatives à la crise sanitaire liée à la COVID-19 (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, des matières visées à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. Dans le présent décret, le masculin est utilisé à titre épïcène.

CHAPITRE II. — *Modifications du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé*

Art. 3. A l'article 47/15, § 1^{er}, du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, les modifications suivantes sont apportées :

a) un nouvel alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« Lorsque le médecin ou l'infirmier de l'Agence en charge des maladies infectieuses intervient dans une situation qui s'inscrit dans un cadre individuel ou familial, il collabore avec le médecin du patient concerné par la déclaration. Lorsque le médecin ou l'infirmier de l'Agence en charge des maladies infectieuses intervient dans une situation qui s'inscrit dans un cadre collectif, il collabore avec le médecin désigné par la collectivité, les médecins traitants, les autorités administratives locales et le cercle de médecine générale concerné avec lequel il se concerta. » ;

b) au 1^o de l'alinéa 2, le mot « généraliste » est abrogé ;

c) au 2^o de l'alinéa 2, les mots « , pour autant que ce soit possible » sont abrogés ;

d) au 2^o de l'alinéa 2, les mots « les autorités de la commune » sont remplacés par les mots « les autorités administratives locales » ;

e) le 2^o de l'alinéa 2 est complété par la phrase suivante :

« Par « autorités administratives locales », on entend les bourgmestres, les gouverneurs de province, les présidents des centres publics d'action sociale ou leurs administrations et les services de police locale » ;

f) le 4^o de l'alinéa 2 est complété par les phrases suivantes :

« Le médecin ou l'infirmier de l'Agence en charge des maladies infectieuses transmet un rapport justifiant la fermeture d'un lieu, d'un espace ou d'une installation au bourgmestre.

Il peut être mis fin à la décision de fermeture si les circonstances qui l'ont justifiée ne sont plus réunies.

Le bourgmestre est chargé de l'exécution des décisions de fermeture en vertu de ses pouvoirs de police administrative. » ;

g) le 5^o de l'alinéa 2 est complété par les mots « avec l'appui du médecin du patient concerné par la déclaration » ;